

256

Domaine public

J.A. 1000 Lausanne

Hebdomadaire romand
N° 256 17 janvier 1974
Dixième année

Rédacteur responsable :
Laurent Bonnard

Le numéro : 1 franc
Abonnement
pour une année : 33 francs

Administration, rédaction :
1002 Lausanne, case 1047
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021 / 22 69 10
C.C.P. 10-155 27

Imprimerie Raymond Fawer S.A.

Ont collaboré à ce numéro :

- Eric Baier
- Rudolf Berner
- Jean-Daniel Delley
- Claude Droz
- Jean-Claude Favez

Le labyrinthe des droits populaires

L'initiative populaire, c'est une proposition venant du peuple faite au peuple, disait il y a bien longtemps un éminent juriste. C'était effectivement l'idée de ses promoteurs: permettre aux minorités d'alors, conservateurs et démocrates, d'exprimer directement leurs idées, sans passer par le parlement où elles étaient sous-représentées.

Les textes demeurent, mais les réalités changent. Aujourd'hui, alors que tous les grands partis participent au gouvernement, l'initiative est devenue une arme brandie essentiellement par des comités ad hoc et par la gauche, utilisée comme moyen de pression lors des négociations législatives. Une preuve: il y a deux fois plus d'initiatives retirées que d'initiatives soumises au peuple. C'est aussi pour les xénophobes de tout poil un excellent tremplin électoral; comme ce fut le cas auparavant pour l'Alliance des indépendants.

Un exemple typique: la sécurité sociale. Il y a quatre ans, à quelques mois d'intervalle, trois initiatives étaient déposées sur ce sujet: celle des communistes, celle des socialistes et celle des partis bourgeois. En décembre 1972, le gouvernement s'est débarrassé de la première en la soumettant au peuple avec un contre-projet, les trois piliers, qui a été préféré. Non sans que le Conseil fédéral ait fait des promesses formelles sur les grands principes que contiendrait la loi d'application.

Or précisément, la commission d'experts chargée d'élaborer le projet de cette loi a du retard, on vient de l'apprendre. Le projet ne sera soumis aux Chambres qu'en 1975, et entrerait en vigueur en 1976 seulement.

Restent les deux autres initiatives.

La loi précise qu'au cas où plusieurs initiatives sont déposées sur le même sujet, l'initiative déposée la première est traitée en premier lieu et soumise au peuple. Puis, dans un délai d'une année, c'est au tour de la deuxième.

Dans le cas présent, le projet socialiste, que les Chambres ont repoussé, est donc en première ligne. Il doit maintenant passer en votation. Si les socialistes le retirent, ils n'ont aucune assurance que les promesses faites seront tenues.

De toute manière subsistera le projet bourgeois, qui sera examiné une année au plus tard après la votation ou le retrait de l'initiative socialiste. Ces propositions de la droite, dites pour un régime moderne de la prévoyance, seront donc seules en course pour influencer les débats parlementaires. Dans un sens rétrograde, puisqu'elles vont moins loin que l'article constitutionnel actuellement en vigueur.

Inutile de répéter que, dans un tel contexte, le maintien de l'initiative socialiste s'impose; car elle seule peut influencer la construction de l'édifice de la sécurité sociale dans un sens qui corresponde aux promesses faites au peuple le 3 décembre 1972 (garantie à chacun d'une rente équivalente aux 60 % du dernier salaire, adaptation de cette rente au renchérissement et gestion paritaire des caisses de pension).

En tout état de cause, une fois encore, il faut souligner l'étrangeté des « droits populaires ». Face à trois projets qui lui étaient proposés, jamais le citoyen n'a pu exprimer un ordre de préférence. La procédure permet de préfabriquer les choix. L'initiative populaire, cette « proposition populaire faite au peuple », n'est plus guère qu'une épée de Damoclès suspendue dans les salles de négociation par les négociateurs eux-mêmes, et qu'on jette après usage.

Dans cette jungle où les alternatives sont rarement claires, il n'est pas étonnant que le citoyen s'abstienne aussi fréquemment. Il ne lui reste pour s'enthousiasmer que les dramatisations offertes par Schwarzenbach et ses disciples.

La gauche chilienne dans la résistance

La tragédie chilienne ne fait plus la « une » de la grande presse. Et pourtant l'étreinte de la junte ne s'est pas un instant desserrée autour du cou des démocrates chiliens.

Le manque d'informations précises, en particulier sur la naissance de la résistance chilienne, est tel que les appels au secours, que les pétitions diverses en faveur des réfugiés, semblent tomber dans le vide. Comme si la cause de l'Unité populaire, passée de mode journalistique, était définitivement perdue.

DOCUMENT

Les dirigeants socialistes chiliens font le point dans la clandestinité

Les journalistes italiens ont rencontré à Santiago quelques dirigeants du Parti socialiste chilien en clandestinité. A des questions précises, ils répondent collégialement (nous traduisons le texte avec le plus de fidélité possible d'italien en français).

Question : On se demande beaucoup pourquoi la gauche chilienne n'a pas opposé plus de résistance au coup d'Etat.

Réponse : L'absence de cadres directeurs et le manque d'un plan stratégique unitaire ont été à l'origine de cette situation : les travailleurs n'ont pas eu assez d'armes à leur disposition, et eux seuls pouvaient s'opposer, comme troupe de choc, à l'armée et lutter à l'intérieur de l'armée.

Sur ce point, une thèse erronée (autant que répandue dans les milieux de l'Unité populaire) a fait croire qu'il existait une certaine division entre factions au sein des forces armées, et que cette division aurait pu fonctionner comme une alternative révolutionnaire en cas de conflit; on a

Il n'en est rien. Et la gauche chilienne peut encore servir d'exemple dans ses efforts inébranlables pour survivre à la terreur et reprendre le dessus sur les militaires, comme elle a pu susciter l'enthousiasme sous Allende.

Deux journalistes italiens, Danilo Baroncini et Paolo Piacentini, en administrent la preuve, qui ont, pour le compte de « L'Espresso » (6.1.1974), rencontré les dirigeants du Parti socialiste chilien dans la clandestinité au Chili.

espéré que cela se produirait jusqu'au 11 septembre.

Tirant la conclusion des événements, les dirigeants du parti se sont vus forcés, pour éviter un plus grand massacre, d'ordonner à leurs propres militants et aux travailleurs un repli stratégique total.

Au moment du coup d'Etat

Question : Quelle était, au moment du coup d'Etat, la situation politique des partis constituant l'Unité populaire ?

Réponse : Tous étaient pleinement conscients de la nécessité de défendre et d'appuyer le gouvernement. C'était un point qui ne souffrait pas de discussion. Ils comprenaient qu'il fallait absolument maintenir l'unité des partis et empêcher la division des travailleurs.

De son côté, le Parti socialiste continuait à insister sur le fait que la voie chilienne de la légalité supposait que l'on règle tôt ou tard son compte au soulèvement armé de la bourgeoisie, sur le fait aussi que la voie chilienne aurait été durement affectée par les méthodes illégales de sabotage économique et la résistance civile mis en œuvre avec l'appui de la bourgeoisie et de l'impérialisme américain. Ces thèses furent successivement par-

tagées par le Mapu et la gauche chrétienne. Le Parti socialiste pensait cependant que l'Unité populaire et le gouvernement disposaient des appuis potentiels nécessaires, diagnostic encore confirmé, entre autres, par les résultats des élections de mars de la même année, pour affronter avec succès les forces de la bourgeoisie; à son avis, l'issue de l'affrontement dépendrait seulement de la réponse donnée à la question suivante : allait-on, ou non, organiser avec toute l'anticipation nécessaire ce pouvoir des masses et le transformer à temps en une force réelle ?

L'Unité populaire

Question : Quels étaient les rapports de force à l'intérieur de l'Unité populaire ?

Réponse : Existait une claire conscience que la survie du processus en cours devait passer par l'unité des partis de l'Unité populaire et avant tout à travers l'entente et l'unité d'action du Parti communiste et du Parti socialiste. Ce dernier a toujours fermement soutenu depuis le congrès de La Serena (janvier-février 1971), et même depuis les congrès de Linares (1965) et de Millan (1967) que le processus politique chilien devait inexorablement conduire à un durcissement de la lutte des classes et à un affrontement total et global entre les classes. Pour le Parti socialiste, un fait était clair depuis avril 1973 : étant donné la nature authentique et profonde de l'évolution politique chilienne, ne pouvait manquer de se révéler à brève échéance une alternative irréversible entre révolution et contre-révolution, entre le socialisme et le fascisme.

Combattre la droite

Question : Comment combattre l'action de la droite ?

Réponse : Le Parti socialiste a toujours soutenu que la survie de la voie chilienne devait passer par l'organisation des travailleurs et la constitution d'un pouvoir populaire; d'où ses thèses en

faveur de la participation des travailleurs aux « cordons industriels », aux « cordones communales » et aux « consejos campesinos », qui étaient les organes du pouvoir constitués par les travailleurs au cours des dernières années dans cette ligne. C'est seulement en mai 1973 qu'a été acquise l'unanimité, au sein de l'Unité populaire et du gouvernement, sur l'appui à donner au développement des organisations de pouvoir populaire.

L'Unité populaire aujourd'hui

Question : Quelles sont aujourd'hui les différentes positions à l'intérieur de l'Unité populaire ?

Réponse : Face à la grande tragédie qui s'est abattue sur le peuple chilien s'est confirmée après coup l'unité de toutes les forces de gauche, englobant aussi des mouvements qui ne faisaient pas partie de l'Unité populaire, par exemple le Mir.

Organiser la résistance

Question : De quelle manière le Parti socialiste chilien pense-t-il pouvoir organiser la résistance dans le pays ?

Réponse : Réorganiser le Parti socialiste, restructurer les organisations politiques et syndicales de façon à ce qu'elles parviennent à survivre aux conditions actuelles d'existence qui sont celles de la terreur nazie, donner des explications aux travailleurs qui demeurent encore dans les « haciende », spécialement s'ils sont démo-chrétiens, sont des actions de résistance qui pourraient pré-luder à la chute future de la dictature, même par le moyen de la lutte armée. Fournir une explication politique face à l'inévitable généralisation du mécontentement est aussi une des formes de résistance possible. Comme l'est, encourager et organiser à l'intérieur la solidarité avec les victimes de la terreur et leurs familles (des dizaines de milliers) et avec les centaines de milliers de personnes qui ont été brutalement privées de travail et qui sont demeurées sans moyens de subsistance.

Comme l'est la dénonciation des crimes, des tortures et des humiliations.
(...)

Question : *Que faire aujourd'hui pour aider les démocrates chiliens ?*

Réponse : Il est nécessaire de dénoncer le régime de terreur instauré par la dictature chilienne. Il faut insister sur la dénonciation de la répression organisée qui va même jusqu'à la torture des enfants et des parents des détenus. Il est nécessaire de lancer une campagne pour sauver la vie des dirigeants du mouvement ouvrier et populaire chilien.

Il est nécessaire d'insister pour un départ immédiat du Chili de ceux qui sont réfugiés dans les ambassades, de ceux qui sont recherchés, et aussi pour que soient reçus en Italie un plus grand nombre de réfugiés chiliens et étrangers. Il faudrait encourager des actions concrètes de dénonciation, de la part des travailleurs italiens et du monde entier, de la dictature militaire terroriste instaurée au Chili, et qui reçoit l'appui des sociétés multinationales et de la CIA. Il faudrait promouvoir une campagne d'aide financière pour la survie du mouvement ouvrier chilien et de solidarité avec les familles des travailleurs abandonnées à elles-mêmes à la suite des boucheries en cours actuellement (entre 50 000 et 60 000 morts) et des licenciements en masse mis en œuvre par la junte (environ 300 000 ouvriers).

Il est important de faire savoir aux travailleurs du monde entier que le mouvement ouvrier et populaire chilien a subi une défaite, mais qu'il n'est pas décimé. La conscience et le moral révolutionnaire sont maintenus hauts, qui conduiront pour finir au triomphe de la cause prolétarienne, malgré la terreur et le fascisme, dans le sens où il a été amplement démontré que les problèmes des travailleurs ne trouveront pas de solution dans le cadre du capitalisme chilien. Ceci rend nécessaire l'unité des travailleurs du monde entier autour des travailleurs chiliens et un renforcement de l'internationalisme prolétarien.

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

Les visions de Pauwels

« La production du pétrole suit une marche rapidement ascendante depuis 1910. Elle est passée, de 31 millions de tonnes en 1906, à 180 millions en 1923 et à 197 millions de tonnes en 1933. (...) » L'industrie du pétrole, qui est devenue en peu d'années une des plus importantes du monde, est caractérisée par la courte durée de la plupart de ses gisements. Quelle que soit leur puissance, ils s'épuisent vite. (...)

» Les avis des techniciens sont très partagés sur la date probable à laquelle les gisements mondiaux seront épuisés. Les experts officiels américains ont cru pouvoir prédire que le monde manquerait probablement de pétrole dans une trentaine d'années. »

J'extrais ces lignes de l'ouvrage d'Henri Decugis, juriste (!) français, « Le Destin des Races blanches », paru en 1935... Lequel écrivait encore :

« En tout état de cause, il paraît certain que le pétrole l'emportera de plus en plus sur le charbon pendant un assez grand nombre d'années encore. »

Concluant encore que si l'Europe occidentale ne parvenait pas, d'une part à assurer le renouvellement de ses élites en les recrutant *dans toutes les classes de la population*, et d'autre part en abattant les barrières nationales et en s'unissant, elle était condamnée à perdre son rang dans le monde et à sombrer dans l'anarchie... Quatre ans plus tard, la Seconde Guerre mondiale éclatait ! Faut-il se réjouir de voir que les prédictions pessimistes concernant l'épuisement des gisements dans les trente années suivantes se sont avérées fausses, du moins partiellement ? Ou faut-il déplorer de devoir constater que le cri d'alarme de Decugis n'a guère été entendu ? Il me semble que dans tous les cas, M. Pauwels, auteur de la « Lettre aux Gens heureux et qui ont bien raison de l'être » n'a pas très bonne mine aujourd'hui !

J. C.

Cette mise sur orbite en «primaire» qui se fait mal

Petit enfant deviendra grand...

Au moment de choisir son métier, se souviendra-t-il de ses livres de lecture primaires lui présentant le maréchal-ferrant et la nourrice, le savetier ou le serre-freins, le colon ou le cireur de bottes, les forgerons ou les casseurs de pierre, les bergers ou les bateliers, le cocher ou le taupier ? C'est ainsi qu'un mémoire universitaire* montre que l'univers social des livres de lecture primaires du canton de Genève appartient au XIX^e et au tout début du XX^e siècle.

Tout en admettant que l'enfant ne vit pas sur le même plan de réalisme et d'actualité que l'adulte, force est de constater que l'éthique de ces livres donne « une image partielle et partielle de la société », qu'il y a divorce entre leur vocabulaire et celui des enfants. Rien de commun avec le monde des familles, tout étant principalement centré sur une société rurale abstraite. Le monde du travail apparaît dans ces livres comme apolitisé à 95 %, masculin à 87 %, et offrant au 90 % des travailleurs une maison individuelle. (annexe A en p. 6) Petit enfant deviendra grand, pourvu que l'école primaire lui donne ses chances ! Ce n'est pas seulement l'univers du travail dans les livres qui laisse à désirer, c'est l'apprentissage de la lecture, tout le début de la scolarité, fondé sur cette acquisition-clé. Une autre recherche** vient de mettre en évidence ce grave problème: c'est le rapport présenté au dernier congrès de la Société pédagogique genevoise (SPG), dont l'importance est sans doute exactement inversement proportionnelle au peu de cas qui en a jusqu'à présent été fait. Quels

* F. Lévêque « *La représentation du travail et des métiers dans les manuels de lecture de l'enseignement public genevois* ». Mémoire de licence de l'Université de Genève, Sociologie, 1971.

** Société pédagogique genevoise, « *Analyse d'un moment-clé de la scolarité* », 1973.

parents nieront qu'après une école enfantine joyeuse (ou du jour au lendemain quand il n'y a pas eu d'école enfantine) leur enfant s'est vu pris à la gorge par des difficultés concentrées: horaire serré, rythme accéléré des acquisitions, etc. ?

Bien sûr, ils existent aussi les heureux enfants faciles et doués (mais connaît-on leur histoire ?); bien sûr, il y a cette bonne volonté et cet effort compensatoires de tant d'institutrices et de parents pour limiter les dégâts... Pourtant les faits sont là: 27,5 % des enfants ne dépassent pas le 7^e degré (51 % d'enfants de manœuvres, 38 % d'enfants d'ouvriers...); un enfant qui a un prix en 2^e en aura les quatre années suivantes, celui qui n'en a pas n'en aura pas ensuite, il rencontrera des difficultés et aura des chances de doubler au moins une fois.

1. Les premières pierres d'achoppement

Les enseignants de la SPG sont formels, c'est d'abord et avant tout la discontinuité entre l'enfantin et le primaire, ce départ brusque d'exigences sans merci au service de la sélection.

A l'école enfantine, les activités variées de l'enfant l'occupaient agréablement durant 3 h. 20 par jour; deux mois plus tard l'école primaire lui demande 4 h. 20, avec une qualité d'attention toute différente et une répartition rigoureuse des leçons. (annexe B en p. 6)

Les devoirs, qui ne devraient prendre que 20 minutes, absorbent bien davantage. Et quelle différence ici entre un enfant soutenu et un enfant laissé à ses difficultés !

C'est l'apprentissage de la lecture qui est la principale pierre d'achoppement: pourquoi tous les enfants devraient-ils savoir lire en 3, 6 ou 12 mois ? Pourquoi cette uniformité de progression au mépris de tant d'inégalités au départ (affectives, évolutives, sociales) ? (annexe C en p. 6)

Et comment motiver à la lecture des milliers de bambins en leur faisant lire, sinon à la même

heure le même jour, peut-être la même semaine ou le même mois:

« J'aime bien les cuisses de grenouille

J'aime les macaronis et les nouilles

Quoi de meilleur qu'une bonne andouille

Mais ne me parlez pas de citrouille » ?

Ni de fripouilles, voudrait-on dire, qui, mine de rien, orientent de futures « carrières » par ce genre d'exercices. Et qu'a-t-il affaire, dans ses premiers mots, le petit écolier, de « cyclamen, Béthléem, larynx, chrysanthème, orchestre philharmonique de Philadelphie ou chloroforme », « Jean se lève », et sera tôt rassis.

Enfin, c'est toute l'option d'une préparation d'élites intellectuelles qui est à revoir, elle qui fait investir l'essentiel des efforts pour « l'acquisition d'habitudes jugées indispensables à la poursuite d'études longues » qui ne profitent qu'à une partie des élèves », sélectionnés aux dépens des laissés-pour-compte.

2. A l'origine des difficultés

On peut se demander où se situent les responsabilités de ce difficile passage entre l'enseignement enfantin et l'enseignement primaire que relève le rapport de la SPG. Faut-il les chercher du côté du plan d'études commun aux cantons romands, concernant les quatre premiers degrés de l'enseignement obligatoire, mis sur pied en 1972 par la Commission interdépartementale romande de coordination de l'enseignement primaire (CIRCE) ? Il ne semble pas. D'après les enseignants eux-mêmes, il est suffisamment souple, puisqu'il n'exige ni notes, ni hiérarchie des acquisitions: il offre donc bien des possibilités.

Faut-il mettre en cause une tendance à la scolarisation précoce et l'uniformisation administrative ? Bien qu'aucune réalité pédagogique n'impose une telle contrainte, c'est pourtant de ce côté-là qu'il faut chercher la source des difficultés actuelles. Ainsi les inspecteurs occupent à Genève une place essentielle et exercent un contrôle, di-

rect ou non, qui limite toute initiative personnelle.

Il est intéressant cependant de remarquer qu'à chaque prise de position de la SPG, les inspecteurs répondent par d'autres propositions: à l'« Analyse d'un moment clé de la scolarité », rapport de la SPG, correspond un texte des inspecteurs, « La deuxième, avant, après », mais qui ne propose que des aménagements de détail aux programmes actuels.

3. Réformer l'enseignement primaire

Le passage de l'enseignement enfantin à l'enseignement primaire revêt à Genève une acuité particulière du fait de la quasi-scolarisation de tous les enfants dès l'âge de 5 ans, sinon même de 4 ans. Dans les autres cantons romands, l'école enfantine n'accueille pas encore une aussi large population scolaire (la situation varie d'une région à l'autre). Mais le problème du départ dans l'enseignement primaire se pose dans les mêmes termes.

A Genève, la SPG met le doigt sur la rupture inadmissible qui existe entre le remarquable effort fourni par l'école enfantine pour développer la personnalité de l'enfant et les contraintes scolaires uniformes imposées dès l'école primaire. De façon générale, c'est toute la question d'un démarrage progressif et d'une continuité harmonieuse de l'école primaire.

On est en droit de se demander pourquoi le vent des réformes qui souffle sur le secondaire n'a jamais atteint le primaire, là où l'institution scolaire peut pourtant le plus. Serait-ce que l'impatience des élèves plus grands et leur évident malaise dans l'école sont les éléments moteurs principaux de la réforme pédagogique? Le rapport de la SPG prouve que les enseignants sont eux aussi attentifs aux difficultés de l'enseignement. Ses thèses (voir ci-dessous) proposent une première remise en cause, modeste mais réelle, qui

s'impose devant un fait patent: après une scolarisation qui vise à l'épanouissement de l'enfant, un départ primaire trop brusque, réglé trop administrativement, et par conséquent une sélection pour beaucoup injuste et définitive.

4. Les thèses de la Société pédagogique genevoise

DOCUMENT

1. Le passage de l'enseignement enfantin à l'enseignement primaire mérite une attention particulière dans la mesure où toute la scolarité ultérieure des élèves peut être compromise par une pédagogie inadéquate ou inopportune.
2. En l'état actuel, l'école enfantine et l'école primaire constituent deux mondes séparés. L'enfant est soumis successivement à deux modes de vie fondamentalement différents. Cette discontinuité ne peut que lui être préjudiciable.
3. L'éducation doit être cohérente; l'indispensable continuité ne peut être assurée par l'attitude des maîtresses seulement; il faut également, et entre autres mesures, une révision profonde des textes administratifs et légaux.
4. L'école doit se donner pour objectif d'amener tous les élèves à la fin de leur scolarité obligatoire à posséder des bases culturelles telles qu'ils puissent assumer sur pied d'égalité leur intégration dans la société.
5. L'école, l'école primaire déjà, est encore très influencée par les structures scolaires traditionnelles vouées à la préparation d'élites intellectuelles. Elle ne prend qu'insuffisamment en considération les besoins culturels du reste de la population.
6. Beaucoup trop vite interviennent des mécanismes de sélection, déjà en place en première année primaire (apprentissage de la lecture) et renforcés en deuxième année.

L'école induit ainsi chez certains un sentiment d'échec, chez d'autres un sentiment de supériorité qui ne sont pas étrangers à une forme de hiérarchie sociale.

7. La priorité accordée par l'école à l'évolution intellectuelle ne peut pas se justifier par la mutation psychologique observée entre 6 et 8 ans, pas plus que ne peut être légitimé le renoncement précoce à amener tous les élèves à un même niveau.
8. Les premières années d'école doivent permettre à chaque enfant d'évoluer en fonction de ses possibilités individuelles et d'acquérir à son rythme et au moment venu certains apprentissages élémentaires.
9. L'apprentissage de la lecture ne doit plus être un instrument de discrimination scolaire. La lecture doit être un fondement culturel commun à tous les élèves sans que le rythme de son acquisition conditionne toute la scolarité ultérieure.
10. La refonte des programmes, leur allègement, ainsi que la diminution des effectifs d'élèves, dans les premiers degrés de la scolarité surtout, sont les conditions sine qua non de toute réforme pédagogique efficace.
11. La scolarisation des enfants de 4 à 6 ans selon un modèle inspiré des méthodes et des structures primaires actuelles ne peut qu'aggraver les inconvénients constatés. Tout indique, au contraire, que c'est le début de la scolarité obligatoire, à partir du 2^e degré primaire, qu'il faut concevoir différemment.
12. Une étude approfondie sur les objectifs, les structures, les méthodes de l'enseignement primaire doit être entreprise afin de dégager les conditions et les modalités d'un système éducatif vraiment cohérent.

● **AU VERSO, SUITE ET FIN DU DOSSIER : TROIS EXEMPLES EN FORME D'ANNEXES**

Le dossier du mois: trois exemples significatifs

ANNEXE A: LE LANGAGE DES ILLUSTRATIONS

134 illustrations¹ (dessins ou traits, plus ou moins réalistes) accompagnent les textes des trois livres en usage à Genève, en primaire. Si l'on essaie d'en faire une classification rapide, on obtient un étonnant résultat: plus de 50 % des illustrations se rapportent à la vie de la campagne (ferme, travail des champs, batteuse), la nature et les animaux (domestiques ou non), la vie marine, la pêche et la chasse. Moins de 7 % des dessins illustrent une activité professionnelle technique (artisanat) ou un moyen de transport moderne (chemin de fer à vapeur, avion monoplace à hélice!).

	Nombre d'illustrations	% d'illustrations	Technique	Campagne
Vie paysanne, campagne	32	23,9		23,9
Nature, animaux, plantes	24	18,0		18,0
Coins pittoresques de ville	14	10,5		
Scènes de famille	13	9,8		
Lac, mer	12	9,0		9,0
Sport, loisirs (promenade)	7	5,3		
Pêche, chasse	5	3,7		3,7
Véhic. moyen de transp.	5	3,7	3,7	
Atelier / boutique	4	3,1	3,7	
Scènes de marché	4	3,1		
Ecole	3	2,3		
Autres	10	7,6		
	134	100	6,8	54,6

¹ Texte et tableau extraits de l'étude de F. Levêque (réf. en p. 4)

ANNEXE B:

LA RÉPARTITION DES LEÇONS

Alors qu'aucune prescription écrite n'engage les maîtresses enfantines à cet égard, le nombre d'heures hebdomadaires à consacrer à l'enseignement d'une discipline, la lecture par exemple, est déterminé dans l'enseignement primaire.²

Il s'ensuit que, dans la plupart des classes enfantines, l'horaire hebdomadaire n'est établi que sur la base des indications qui ont pu être fournies au cours des leçons méthodologiques lors des études pédagogiques; de toute évidence, la répartition théorique des heures à l'école enfantine reste aisée et ne contient aucune contrainte impérative, alors que la surcharge des matières à caser dans un

horaire primaire ne laisse que fort peu de marge d'appréciation individuelle.

La répartition des leçons prend un caractère beaucoup plus rigide dès la 2^e primaire. Il en résulte inévitablement un découpage de l'activité pédagogique plus précis: les possibilités d'adapter cette activité aux besoins du moment diminuent en même temps que s'impose la nécessité de remplacer les activités par groupes par des leçons collectives.

Cette rigueur de l'horaire conduit à un climat scolaire nouveau qui, notamment, modifie les relations entre les élèves et leur maîtresse.

Le tableau ci-dessous énumère les disciplines obligatoires en première et deuxième primaires (rappelez qu'à Genève la 1^{re} année primaire est la dernière année enfantine).

1^{re} année primaire

Acquisition d'habitudes	
Education sensorielle (exercices journaliers)	
Langue maternelle	
Lecture (5 leçons par semaine)	
Arithmétique (3 leçons par semaine)	
Ecriture	
Education musicale	
Activités créatrices (dessin et travaux manuels)	
Education physique (exercices journaliers)	

2^e année primaire

Français: Elocution, lecture	4 h.
Composition	0 h. 45
Vocabulaire	1 h. 30
Grammaire, conjugaison	1 h.
Orthographe	1 h. 30
Arithmétique, géométrie	3 h. 15
Ecriture	0 h. 45
Notions de sciences, de morale	0 h. 45
Education musicale	1 h. 15
Dessin	1 h. 30
Travaux manuels	1 h. 30
Education physique, rythmique	2 h.

ANNEXE C:

L'APPRENTISSAGE DE LA LECTURE

Le problème de l'apprentissage de la lecture est jugé unanimement comme un problème très pré-occupant. Nous ne nierons pas son importance mais nous devons exprimer notre perplexité lorsqu'il est limité à une querelle de méthodes, comme c'est le plus souvent le cas.²

² Texte et tableau tirés de l'étude de la SPG (réf. en p. 4)

Il convient de reprendre la question d'une manière fondamentale et de resituer cet apprentissage par rapport à l'évolution individuelle de chaque enfant, de son acquis verbal antérieur et de son degré de maturité psychologique notamment. En effet, selon la manière de concevoir cet apprentissage, il constituera ou bien le fondement culturel commun à tous les élèves ou bien le premier instrument de discrimination scolaire.

La structure scolaire actuelle prévoit que chaque

enfant sache lire à la fin de l'école enfantine (fin de la première primaire). On stipule du même coup que chaque enfant, à six ans, à moins de retards considérés comme pathologiques, est mûr pour un tel apprentissage conçu d'ailleurs non pas comme une des formes de la communication, mais comme l'acquisition d'une technique scolaire et culturelle détachée de son sens fondamental.

Le poids de l'administration

Le moment choisi pour cet apprentissage relève davantage d'une simplification administrative et pédagogique que d'une prise en considération du développement psychologique des élèves.

Il est certain que ce n'est plus le passage entre l'enseignement enfantin et l'enseignement primaire qui est ici en cause, mais bien le découpage de certains apprentissages en périodes déterminées de manière rigide et arbitraire.

Moyennant beaucoup d'efforts et beaucoup de savoir-faire de la part des maîtresses, tous les élèves pourront donner à la fin du premier degré primaire l'illusion de posséder une technique de lecture suffisante; tous auront acquis les mécanismes lexiques de base jugés indispensables.

L'importance d'un apprentissage

Les méthodes utilisées, les efforts investis visent, en fait, l'acquisition d'un certain nombre d'automatismes, comme si la compréhension des mots et des phrases pouvaient être dissociée ou donnée par la maîtresse indépendamment de l'acte de lire. L'apprentissage de la lecture, complexe en soi, est souvent compromis dès le départ par des facteurs qui n'ont rien à voir avec les aptitudes des élèves.

Bon nombre d'élèves sont ainsi amenés à un sentiment d'échec ou d'incompréhension à l'égard des exigences scolaires.

Cet apprentissage est, objectivement, le premier instrument de la discrimination scolaire, en dépit de tous les efforts investis pour compenser, ultérieurement, le handicap initial des élèves.

LA SEMAINE DANS LES KIOSQUES ALÉMANIQUES

Femmes

La revue féminine « Frau », la sœur aînée et alémanique de « Flair », publiait dans son numéro 20 de 1973 le texte d'une pétition qui demandait que les femmes obtiennent des salaires d'hommes. C'était la première tentative de cette revue d'aborder activement un problème politique. C'est un échec.

Malgré un tirage de 80 000 exemplaires et plus de 160 000 lecteurs, il n'y a eu que 4000 signatures sur les listes de la pétition. Le rédacteur Pierre-L. Tannaz, qui avait rédigé l'article lançant le mouvement, écrit sa déception dans le premier numéro de cette année. La rédaction avait espéré 20 à 30 000 signatures. Elle considère le résultat comme insuffisant pour avoir de l'influence et, au lieu d'être envoyées à la Chancellerie fédérale, les listes finiront dans la corbeille à papier.

La conclusion de « Frau »: « La discussion pour la disparition des discriminations dont sont victimes les femmes, tant sur le plan de l'éducation que des salaires et dans d'autres domaines professionnels, doit se poursuivre et s'intensifier, les 76 000 lectrices muettes (nous disons les 156 000, N.d.l.R.) sont pour nous un avertissement...

Notre commentaire. Le style « sois belle et sois bête », qui semble être le programme rédactionnel de trop de journaux féminins (nous n'en citons aucun) n'expliquerait-il pas l'abstentionnisme, pas seulement électoral, de beaucoup de femmes ?

— Il y a heureusement des femmes qui militent. Le « Badener Tagblatt » (12.1) profite de l'apparition des femmes au législatif communal de la grande commune de Wettingen pour interviewer les cinq élues, trois démo-chrétiennes et deux socialistes. A Berne, le « Berner Tagblatt » établit un premier bilan de l'entrée de 10 femmes au législatif il y a deux ans. Interrogées, quelques conseillères font remarquer qu'il n'est pas toujours facile de se faire écouter lorsqu'on est femme.

— Un numéro particulièrement intéressant du magazine hebdomadaire du « Tages Anzeiger » avec trois études sur des sujets d'actualité brûlante: les conditions de vie dans les asiles psychiatriques (témoignages divers et visite à la Clinique psychiatrique de Rheinau), le logement au XX^e siècle (sous le titre: « Un siècle de misère ») et les impôts en Suisse (des statistiques spécialement éclairantes sur les disparités de traitement engendrées par le système en vigueur dans notre pays).

— Dans le numéro de fin de semaine de la « National Zeitung », à noter en particulier une étude sur l'information présentée par le « Tagesschau » à la télévision et son objectivité (un groupe de travail formule de sévères critiques sur ce journal et son traitement quotidien des nouvelles distillées par les agences de presse).

Pain noir pain blanc

Touché
par la dent de la mort
Je descends pas à pas
l'escalier
O que le lierre
en me voyant sourit
Comme brille la nuit !
Je vous laisse à aimer
les fleurs que j'aimais tant
Et les repas du soir
où avec les enfants
tous ensemble on mangeait
le pain noir le pain blanc
Où vos simples regards
me rendaient plus vivant

Georges Haldas

Un antidote à Schwarzenbach?

Willi Ritschard prendra sous peu la tête du Département fédéral des transports et de l'énergie. Sa fiche signalétique est difficile à reconstituer, même si l'identité réelle de cet homme d'Etat a soulevé des passions outre-Sarine :

— Il y a eu la rogne et la grogne de certains grands électeurs prompts à accrédi-ter des images toutes faites.

— Il y a eu le folklore : le deuxième conseiller fédéral depuis 1848 qui soit entré comme ouvrier dans la vie professionnelle (mais W. Ritschard ne répondait-il pas à Georges Plomb dans « La Suisse » ? « D'ailleurs n'exagérons rien. J'ai bien sûr fait un apprentissage de monteur en chauffage. Mais je suis devenu secrétaire syndical, conseiller d'Etat. Ce n'est plus tout à fait la même chose »).

— Il y a surtout l'homme que l'on découvre depuis qu'il est apparu dans le collimateur de l'actualité.

Éliminons tout d'abord un malentendu. De tous temps, des candidats officiels non élus se sont imposés, citons simplement parmi les Romands le syndic Maillefer, de Lausanne, auquel fut préféré Ernest Chuard, peu après la première guerre mondiale, et le Valaisan Crittin, auquel l'assemblée fédérale a préféré le Saint-Gallois Kobelt, au début de la deuxième guerre mondiale. Il est vrai que tout ce qui date de plus de dix ans n'intéresse plus personne !

En tout état de cause, certaines circonstances historiques sont bonnes à rappeler qui ont marqué la « carrière » de l'homme qui entre au Conseil fédéral à la fois comme sixième conseiller fédéral socialistes, après Ernest Nobs, Max Weber, Willy Spühler, Hans Peter Tschudi et Pierre Graber et comme cinquième Soleurois (en fait, il n'a cette bourgeoisie que depuis une dizaine d'années).

Né en 1918, Willi Ritschard obtient son certificat de capacité en 1936. Le chômage, il sait personnellement ce que ça signifie (le service actif aussi, puisqu'il reste sous les drapeaux de 1939 à 1945, atteignant le grade de sergent d'artillerie). Il vit toute cette période d'union nationale où la classe ouvrière sort du ghetto. C'est l'époque où le postulat René Robert invite le Conseil fédéral à jeter les bases de la communauté professionnelle (mais passé le danger...).

Il faut se souvenir aussi qu'en 1943, le Parti socialiste suisse obtient son plus grand succès électoral en faisant élire 56 conseillers nationaux (sur 194) et 5 conseillers aux Etats; d'où la perte, pour les radicaux, de la majorité absolue au Conseil fédéral, et l'élection d'un socialiste, le Zurichois Ernest Nobs, à l'exécutif central.

A Soleure aussi, les rapports de force se modifient considérablement: pour la première fois depuis 1922, la délégation du Canton aux Chambres fédérales change de couleur avec l'élection d'un conseiller aux Etats socialiste (ce siège à la Chambre haute a été conservé jusqu'ici, fait unique dans l'histoire politique suisse). Peu après, la majorité absolue radicale au Conseil d'Etat soleurois est brisée par l'entrée en lice d'un deuxième socialiste, élu grâce à l'appui des conservateurs catholiques (une résurgence de la violence du Kulturkampf à Soleure qui a toujours déteint sur l'entente des partis dits bourgeois).

C'est dans ce climat que le socialiste Ritschard fait ses classes politiques et syndicales.

Aussi bien, sans saisir ces faits précis, ne peut-on comprendre la popularité (encore manifeste lors de la réception du nouveau conseiller fédéral dans son canton) de W. Ritschard à Soleure. Franchement, quel élu socialiste aurait été accueilli par des drapeaux rouges (les « Sturmflaggen » des socialistes alémaniques) ? Or, ces drapeaux flottaient devant la cathédrale Saint-Ours, avec des bannières plus traditionnelles. Des ouvriers en bleu de travail et casque de protection canari côtoyaient les étudiants en « vollwisch ».

Fait significatif. Avant l'élection fédérale avait été convoquée pour la mi-décembre une séance sur le Chili. Le conseiller fédéral l'a présidée, comme l'aurait fait, selon le programme, le conseiller d'Etat Ritschard.

Aujourd'hui, le battage, journalistique en particulier, fait autour de l'élection de Willi Ritschard semble déjà, en Suisse alémanique, devoir lui gagner la sympathie des citoyens d'un certain âge, prompts à se considérer comme les membres d'une génération sacrifiée. Serait-ce la révélation d'un antidote à James Schwarzenbach ? La presse de gauche alémanique a rapidement senti le vent, en tout cas, même si certains intellectuels ont mis plus de temps à évaluer la situation. A cet égard, l'article d'Hans Rudolf Hilty, dans le dernier numéro de l'« AZ » zurichoise est symptomatique.

L'auteur a vu l'écrivain Peter Bichsel militer pour le Parti socialiste soleurois, il a vu Willi Ritschard sur place, et il conclut avec emphase : « On prend Napoléon, Pestalozzi, Minger et Krouchtchev, on mélange bien et il en résulte un mélange qui correspond au profit humain et au caractère de celui que l'on appelle — avec un rien d'affabulation — le premier ouvrier élu à Berne. »

A nos lecteurs

Que la majorité de nos lecteurs veuille bien nous excuser !

Ce bulletin vert encarté ne leur est bien sûr pas destiné, qui doit seulement rappeler aux retardataires que « Domaine Public » ne compte que sur ses abonnés pour vivre et se développer.

33 francs par année, un versement qui vous fait l'économie de feuilleter de la publicité et qui garantit l'indépendance de cet hebdomadaire.
(CCP : 10 - 155 27)
